



PANEL 8

ENJEUX DEMOGRAPHIQUES ANTINOMIQUES : INEGALITES TERRITORIALES ET SOCIALES



L'ouverture commerciale et ses effets sur les inégalités salariales et régionales : Cas de la Tunisie

Hamza BEN YOUNES

LARMA (Laboratoire de Recherche en Microéconomie Appliquée)

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis, Université de Tunis-El Manar, Tunisie,
benyounes.hamza@gmail.com

1. Introduction

Force majeure du 20^{ème} siècle, l'ouverture commerciale a instauré un genre nouveau d'interactions entre les pays, les économies ainsi que les individus, elle a fait en sorte d'accroître considérablement les échanges au-delà des frontières à plusieurs niveaux. Elle a aussi participé à fragmenter les processus de production, les marchés de travail et les entités politiques.

Elle compte parmi les faits les plus marquants de la mondialisation. A cet égard, cette dernière comporte à la fois des aspects novateurs et dynamiques ayant des retombées positives mais elle est aussi susceptible d'avoir des aspects quelque peu perturbateurs. C'est ainsi que le débat a pour longtemps été intense entre partisans et opposants en ce qui concerne ses effets sur les populations les plus démunies. Si les uns voient en elle un moyen efficace capable de réduire la pauvreté de manière considérable à travers le surplus de croissance qu'elle génère, d'autres au contraire affirment qu'elle ne fait que polariser encore plus les richesses sans engendrer un accroissement global de l'activité économique conduisant ainsi à une marginalisation continue des populations les plus pauvres.

Cependant, le débat s'est vu quelque peu modifié ces dernières années, avec un consensus qui s'est dégagé selon lequel l'ouverture commerciale a été considérée comme un important catalyseur de la croissance. Donc, la question classique qui porte sur les effets d'une telle ouverture sur la croissance économique a laissé place à une question bien plus préoccupante à savoir la répartition de ses gains, compte tenu de la montée considérable des inégalités internes au niveau mondial, qui constituent aujourd'hui un phénomène qui touche à la quasi-totalité des pays.

Les opposants à cette ouverture extérieure reprennent le plus souvent les exemples des pays Est -asiatiques tels que la Chine et l'Inde ou encore ceux d'Amérique latine qui font figure de pays ayant mis sur pied un processus de libéralisation prononcé. Malgré une envolée au niveau de leurs taux de croissance, leur ouverture est allée de pair avec une montée fulgurante des inégalités, affectant en premier lieu les individus les plus démunies et plaçant ces pays au premier rang à l'échelle internationale en ce qui concerne la question relative aux inégalités.

Ainsi, le dilemme le plus marquant aujourd'hui à l'échelle internationale, c'est de savoir comment profiter des prétendus gains de l'ouverture commerciale, tout en réduisant ses effets sur les disparités. Les pays en voie de développement semblent être l'exemple parfait pour l'illustration de cette situation, des pays pour lesquels la question relative aux inégalités est devenue un souci majeur ainsi qu'une priorité et un enjeu politique.

C'est ainsi que notre problématique au niveau de ce travail de recherche est de savoir comment l'ouverture commerciale affecte-t-elle l'inégalité à la fois salariale et régionale pour le cas de la Tunisie.

2. Méthodologie

Nous utiliserons l'économétrie des données de panel pour nos estimations.

Cette méthode a la particularité de nous fournir une source importante d'informations, tant sur la dimension individuelle que temporelle des individus étudiés (Trognon 2003).

Au niveau de notre analyse empirique, nous nous concentrerons sur deux grands axes.

Pour notre premier modèle, nous nous sommes intéressés à l'effet de l'ouverture commerciale sur les inégalités salariales, nous avons fait appel à la méthode des doubles moindres carrés en deux étapes, introduite en 1957 par Robert Basmann puis en 1961 par Henri Theil.

Cette méthode nous permettra donc de pallier le problème d'endogénéité de certaines de nos variables explicatives.

Au final, la méthode des doubles moindres carrés (DMC), dite la méthode instrumentale, s'opère en deux étapes, d'une part nous procéderons à la substitution des variables explicatives endogènes par des variables qui leur seront représentatives appelées instruments. Ensuite, dans une seconde étape, nous procéderons à l'estimation par les moindres carrés ordinaires (MCO) des variables instrumentales et des variables exogènes initialement présentées au niveau de l'équation de base, donnant ainsi lieu à des estimations plus robustes et plus pertinentes.

En ce qui concerne notre modèle, nous nous sommes inspirés des travaux d'auteurs à l'instar de Cortes et Jean (1997) ou encore Katz et Autor (1999) pour aboutir à une équation prenant la forme suivante :

$$\ln(y)_{it} = \beta_0 + \beta_1 \ln d_{it} + \beta_3 X_{it} + \delta_i + \xi_{it} \quad (1)$$

y_{it} : désigne le salaire relatif qui est, entre autres, le ratio entre le salaire annuel moyen des travailleurs qualifiés sur celui des non qualifiés utilisé comme une mesure des inégalités salariales. d_{it} : est la demande de travail, quant à X : c'est un vecteur qui comprend l'ensemble des variables ayant un rôle dans l'explication du gap salarial. Katz et Autor (2008) ont fait appel à des variables telles que le Smig pour tenir compte des effets des institutions, le taux d'ouverture (o) comme variable représentative de la libéralisation commerciale ou encore le taux de chômage (ch) et le taux de croissance (gr) pour prendre en considération les fluctuations cycliques du marché du travail.

Cependant, d'autres auteurs à l'instar de Cortes et Jean (1997) sont venus ajouter une autre variable, à savoir l'intensité capitaliste (k) qui est, entre autres, le rapport entre le stock du capital et l'emploi. Cette dernière met le point sur le degré de complémentarité entre le capital et la qualification, à savoir, plus le ratio capital travail est élevé plus le niveau de qualification sera à son tour élevé.

Nous ajouterons aussi la variable (g) introduite par d'Acemoglu et al (2002). Cette dernière permet de donner une mesure de la manière avec laquelle les politiques et les institutions soutiennent leurs économies, elle nous renseigne entre autres sur la qualité institutionnelle au sein d'un pays donné.

En ce qui concerne notre deuxième modèle, nous nous sommes concentrés sur l'effet de cette ouverture commerciale sur les disparités qu'elle peut aussi engendrer au niveau régional.

Notre modèle inspiré des travaux de Jones, Li et Owen (2003), se présentera comme suit :

$$PIBR_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 LIDE_{it} + \alpha_2 LEAU_{it} + \alpha_3 LELEC_{it} + \alpha_4 LASSAIN_{it} + \alpha_5 LCENT_{it} + \alpha_6 LETU_{it} + \alpha_7 ALE_{it} + \varepsilon_{it}$$

Où PIBR est le Pib régional nous donnant une idée sur la croissance régionale, IDE est la densité en Investissement Direct Etranger sur le plan régional, ALE désigne l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec l'union européenne, ces deux variables sont représentatives de l'ouverture régionale. EAU,

ELEC et ASSAIN représentent respectivement le branchement à l'eau potable, le branchement au réseau d'électricité et le branchement au réseau d'assainissement, ces dernières sont représentatives du développement de l'infrastructure au niveau régional, quand à CENT c'est le nombre de centres de soin de santé par région, ce qui nous renseigne sur les commodités de vie et enfin ETU, c'est une variable représentative du taux de scolarisation, ce qui nous donne une idée sur le capital humain sur le plan régional.

En effet, nous partons du constat qu'il est vrai que l'ouverture commerciale participe amplement à la dynamisation de la croissance économique, cependant, les retombées de cette dernière ne semblent pas parvenir et affecter les différentes régions de la même façon, ayant ainsi un effet contrasté sur le développement de ces dernières et étant ainsi susceptible de participer à alimenter les inégalités déjà bien ancrées au niveau territorial.

Pour nos régressions nous avons fait appel à la méthode FGLS, développé par Parks (1967), qui est entre autres une généralisation de l'estimateur des moindres carrés ordinaires, elle nous a permis de remédier aux problèmes d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation des erreurs que nous avons rencontrées.

3. Conclusion

Cet article s'est intéressé dans un premier temps à l'impact de l'ouverture commerciale sur les inégalités salariales particulièrement entre les travailleurs qualifiés et ceux non qualifiés pour le cas de la Tunisie.

Notre analyse a tenu compte d'un certain nombre de facteurs ayant une influence au niveau de cette relation, tels que les fluctuations du marché du travail, le transfert technologique ainsi que l'effet des institutions.

Notre contribution au niveau de ce travail est que, contrairement à la majorité des travaux menés sur le cas tunisien, notre analyse ne s'est pas contentée de l'industrie manufacturière mais nous l'avons étendu au secteur des services ainsi qu'à l'ensemble de l'économie en y incluant notamment le secteur non manufacturier, afin de mener une étude comparative entre ces différents secteurs.

Nous nous sommes par la suite intéressés au volet régional des inégalités en partant de l'hypothèse que si l'ouverture commerciale arrive à booster la croissance économique, ses retombées positives peuvent avoir un effet contrasté au niveau régional profitant à des régions au détriment d'autres. En croisant ce double effet, l'ouverture peut être susceptible d'accentuer les déséquilibres territoriaux, envenimant encore plus la situation quant aux inégalités régionales déjà bien ancrées.

L'exploitation des données de panel sur la période s'étalant de 1990 jusqu'en 2020 laisse apparaître que de manière générale l'ouverture a participé à la hausse des inégalités salariales mais surtout régionales avec un fossé qui s'est créé entre les régions côtières et l'intérieur du pays.



“ Magic world “ and fight against social inequalities in the “ethnological” analysis of Ernesto De Martino

Adelina BISIGNANI

Professore associato in Storia delle dottrine politiche, Università degli studi, Bari, Italy,
adelinarita.bisignani@uniba.it

Abstract: The objective of my contribution is to show how Ernesto De Martino's investigations cannot be classified as "pure ethnological research", but intend to address the issue of social inequalities present in southern Italy. In his investigations into Southern folklore, he rejected the idea that the democratic transformation of Southern society could occur simply by promoting its industrialization and posed the problem of the cultural form that the South should take.

De Martino's goal was to affirm the idea that what appears as superstition and folklore is just a way of giving shape and culture to a subordinate and hopeless world. According to De Martino, it was improper to judge that world as non-rational, full of superstitions. That world needed to be recognized as wanting to mark a presence and a new form needed to be given: a culture capable of overcoming inequalities.

Therefore, his approach to the myths and magical rites of the southern plebs was purely political. For him, understanding the mechanisms that govern magical rites or funeral laments or tarantism was the way to restore a presence (i.e.: self-awareness) to the peasant masses and to indicate a way to overcome social inequalities.

What, for De Martino, is decisive is the ability to give meaning to one's life and to have a key to understanding the world around us. It is crucial to know the mechanisms that control our lives and the "mythical-ritual complexes" intended to respond to this: the popular need to acquire self-presence.

From this perspective, the disappearance of tarantism (i.e. of a magical ritual form) was not seen, in itself, as a positive fact. This disappearance signals the disintegration of an ancient world, but not yet the formation of a new cultural identity. Indeed, with that disappearance the feeling of anguish advances. Therefore, in Appendix V of *The Land of Remorse*, written together with Vittoria De Palma, it is stated that the liquidation-overcoming of tarantism as a result of the modernization processes of southern society cannot make us forget the disintegrative effect that this can cause in moral life of the peasant world. They thus underlined the connection between forms of popular culture and the economic backwardness of Southern Italy. De Martino was aware of the fact that it was the absence of knowledge of the mechanisms that govern social reality that generated social inequalities. The subordinate classes can be excluded from the government of the world only because they are not aware of these mechanisms and, therefore, they take refuge in myths and magical rites. It is these who manage to give shape and order to their lives. However, modernization also disintegrates that magical world without giving them a new self-awareness. Therefore, the southern question itself (the same problem of giving a new order to the "land of remorse") becomes a question that concerns the moral and cultural form that structures the subordinate world. The resolution of social inequalities must, therefore, proceed on the basis of the intellectual and moral reform of the Nation. It is a theme that pertains to the cultural form that the South must take in the era of mass society. And, moving in this direction, it is necessary to form a new culture, to re-found the Nation on the recognition of the interdependencies existing between the multiple and different producing subjects.

Ultimately, De Martino's approach to the myths and magical rites of the southern plebs was purely political in nature. For him, understanding the mechanisms that govern magical rites or funeral laments or tarantism was the way to restore a presence (i.e.: self-awareness) to the peasant masses and to indicate a way to overcome social inequalities.

Keywords : south, inequality, magical world.

JEL Classification: N9

Works by Ernesto de Martino

1. Naturalism and historicism in ethnology, Laterza, Bari 1941.
2. The magical world. Prolegomena to a history of magism, (1948), introduction by C. Cases, Boringhieri, Turin 1986.
3. Death and ritual crying: From the ancient funeral lament to the crying of Mary, (1958), introduction by C. Gallini, Bollati Boringhieri, Turin 2002.
4. South and magic, (1959), introduction by U. Galimberti, Feltrinelli, Milan 2001
5. The land of remorse. Contribution to a religious history of the South, (1961), EST, Milan 1996.
6. Furore, Simbolo, Valore, (1962), introduction by M. Massenzio, Feltrinelli, Milan 2002.
7. Popular world and magic in Lucania, edited by R. Brienza, Basilicata editrice, Rome-Matera 1975.
8. The end of the world. Contribution to the analysis of cultural apocalypses, (1977), edited by C. Gallini, Einaudi, Turin 2002.



Questions de genre et distribution territoriale, le rôle des femmes dans le marché du travail et dans le tourisme

Rosalina GRUMO

Professeure de Géographie, Université Aldo Moro, Bari, Italie, rosalina.grumo@uniba.it

Résumé long: Les enjeux souscrits en 2015 par 193 pays membres de l'ONU ont donné la vie à l'*Agenda 2030*. Au numéro 5 (*Sustainable Development Goal 5*), il y a l'objectif de développement durable et de la parité de genre. Encore une fois, les femmes continuent à subir des discriminations et des violences dans la grande partie du monde. La parité de genre ne représente pas seulement un droit humain fondamental à garantir, mais aussi une condition indispensable pour un développement durable. La parité d'accès à l'administration, à la guérison médicale, au travail doit être garantie parce que la représentation féminine dans les processus décisionnels, politiques et économiques, est en mesure d'assurer économies durables à moyen-terme.

À cet égard, est soulignée l'importance de la *Stratégie pour la parité des genres 2020-2025* de l'UE, qui présente et réalise les décisions et l'obligation pour assurer la parité des genres en Europe. La stratégie est concentrée sur cinq ensembles de considérations prioritaires et indicatives : augmenter la participation des femmes au marché du travail et à l'indépendance économique des femmes et des hommes ; éliminer les inégalités en matière de rétribution, de salaire et de pension, ainsi que pour combattre la pauvreté féminine ; promouvoir la parité entre les hommes et les femmes dans le processus décisionnel ; lutter contre la violence générale et protéger et soutenir les victimes ; promouvoir la parité des genres et des droits des femmes dans le Nord et dans le Sud du Monde.

Il y a aussi le *Rapport 2023 de l'UE* sur l'évolution du genre qui enregistre une augmentation nette des cas de violence domestique dans toute l'UE, dissuadant les hommes et les femmes de se développer sur le plan économique et professionnel. La situation n'est pas améliorée en ce qui concerne la différence de rémunération, mais elle est permanente et une forte ségrégation des genres dans l'UE va à la distribution inégale des femmes et des hommes, entre les secteurs professionnels. Cette dernière est spécifiquement attachée aux stéréotypes du genre qui limitent le style de vie et les possibilités de construction et d'occupation.

Le *Global Gender Index* de 2023 a stimulé le rythme actuel du progrès, il y a 132 ans pour augmenter la parité et faire la différence entre les genres de manière globale à l'échelle mondiale. L'écart entre les sexes est alors un phénomène présent, avec plus ou moins de marques, dans tous les pays, et non dans un cas : la réduction de l'écart entre les sexes est l'un des objectifs de l'*Agenda 2030* de l'ONU. Sur le plan de l'application du phénomène en valorisant la méthodologie, on a pensé à analyser un secteur en forte progression comme le tourisme pour percevoir à l'intérieur la problématique qui se pose ici.

Les Objectifs, d'abord, sont à l'origine d'une vision critique de la géographie du tourisme. Une valeur négative n'est pas attribuée au tourisme avec le terme « critique », mais on peut utiliser une

méthodologie spécialement adoptée par différents études *mainstream*, qui a développé une approche critique pour s'interroger sur certains composants de la structure (Dell'Agnese E., *Bon Voyage pour une géographie critique du tourisme*. UTET Università, Turin, 2018 ; Cortesi G., Gentileschi M.L. (a cura di), *Donne e geografia – Studi, ricerche, problemi*, Franco Angeli, Milano, 1996).

Le sujet répond aux exigences du concept de voyage historiquement lié aux classes les plus riches et au « facteur de distinction en termes d'appartenance de classe et de construction de genre ». Le voyage, bien sûr, qui est inclus dans une sorte de « catalogue » de la part du genre ; la femme ne possède pas le privilège de voyager jusqu'à l'époque du Grand Tour. La motivation principale de cette disparité peut être de s'opposer à la vision érotique du voyage, spécialement considérée comme une expérience fatigante, prérogative de la force masculine. Cela incarne la puissance de l'homme, le courage, la résistance, des qualités qui n'étaient pas associées à la figure de la femme, qui n'avait donc pas besoin de voyager comme moyen d'affirmation et de réalisation de soi (Borghi R., *Decolonialità e privilegio pratiche femministe e critica al sistema-mondo*. Meltemi editore, 2020). Les femmes se retrouvent tout à fait comme des pionniers dans le monde du tourisme, à la fois voyageurs et entrepreneurs.

L'analyse porte ensuite sur les Résultats Attestés. Ce phénomène est si frappant en croissance de présence des femmes qui s'incarnent dans des voyages solitaires, des stéréotypes et des barrières traditionnelles. Le secteur touristique dans les dernières années, après le COVID, a montré au niveau mondial de manifestations de vitalité, en fait, et toutes les activités touristiques continuent d'augmenter, en vertu de l'amélioration constante des transports et de la baisse des prix. En plus, le tourisme est présent comme l'ensemble, le plus (et le meilleur) qui permet d'avantager la nouvelle technologie (en premier lieu, l'opportunité offerte par la technologie informatique et le réseau), en s'appuyant de cette façon pour incrémenter les échanges d'informations et, par conséquent, le marché peut être augmenté.

Dans les dernières 15-20 années, l'équilibre économique mondial n'a pas été atteint et la forte croissance économique (Chine, Russie, Inde, Brésil) a provoqué la naissance des nouveaux riches qui, du point de vue du tourisme, se sont concrétisés par de nouveaux composants de la demande qui permettent de décider un élargissement de la clientèle potentielle. Ces changements continus et rapides s'effectuent sous « pression » dans toutes les institutions (entreprises, secteur public, centres de formation), qui doivent constamment garantir leurs propres capacités, compétences, stratégies de concurrence avec une offre toujours plus articulée. À ce moment-là, l'ensemble touristique a créé un avantage significatif pour les femmes qui assument les responsabilités de leadership et ont une activité entrepreneuriale, en apportant l'innovation et la nouvelle perspective de l'industrie au sein du secteur, mais l'écart reste notable. En ce sens, une analyse qualitative-quantitative approfondie concernera l'Italie.

Enfin, les Résultats Obtenus seront exposés plus largement dans la Contribution (*Confcommercio, Osservatorio sul mercato del lavoro nel turismo, XV Rapporto 2023, Roma, 2024; Ministero del turismo, la domanda di lavoro al femminile nel settore turistico, Roma, 2023; M. Manente, E. Celotto, S. Conte, Dealing with complexity: improving italian tourism districts competitiveness by means of data sharing, in Turistica, Vol. 17, N. 1, 2008, pp. 55-65; T. Baum, Human resources in tourism: still waiting for change, in Tourism Management, Vol. 28, 2007, pp. 1383-99;*

Mots clés: gender gap, tourisme, travail

Classification JEL : B 54, Z 32, F 66

Les déséquilibres réels et les équilibres souhaitables entre les rives de la Méditerranée

Michela C. PELLICANI

Département de Sciences Politiques, Université Aldo Moro, Bari, Italie,
michelacamilla.pellicani@uniba.it

Introduction

Au plan économique, la tendance à la mondialisation s'accompagne d'une interpénétration croissante d'appareils productifs et de sociétés extrêmement hétérogènes.

Au plan démographique, le déplacement du barycentre du Bassin méditerranéen de la rive Nord vers les rives Sud et Est s'accélère avec la montée en puissance des populations à forte dominante jeune et le déclin concomitant des populations vieillissantes.

Entre autres interrogations dont l'espace méditerranéen fait logiquement l'objet quant à son devenir, figurent celles relatives aux modalités futures du renouvellement des populations et à la tendance présumée à une homogénéisation de la fécondité et de la mortalité et aux conséquences de l'évolution des comportements démographiques sur la structure par âge des populations concernées.

De 1975 à 2024, la population du Bassin méditerranéen a quasiment doublé, la croissance des effectifs étant cependant très contrastée selon les différents pays. En raison d'un fort déclin de la fécondité et malgré un important allongement du calendrier de la mortalité, l'Espagne, la France et l'Italie ont vu leur poids démographique régresser et le rapport des 65 ans ou plus aux moins de 15 ans augmenter significativement.

Sur la même période, la population de l'autre rive de la Méditerranée (de la Turquie à l'Égypte) enregistrait une hausse importante, le rapport des 65 ans ou plus aux moins de 15 ans progressant de façon plus modérée.

Durant le prochain demi-siècle, ces tendances devraient se renforcer sous contrainte, toutefois, que se réalisent les anticipations onusiennes de fécondité et de mortalité ; des anticipations qui témoignent d'une foi sans limites dans la théorie de la transition démographique mais sont posées sans préoccupation des conditions de leur réalisation.

Méthodes et données

En démographie, le changement peut s'interpréter comme la succession de générations qui ne se ressemblent pas. Plus le changement est rapide, plus les contrastes intergénérationnels sont marqués.

Les phénomènes à la base du changement démographique, c'est-à-dire dans l'ordre chronologique d'abord la baisse de la mortalité, puis celle de la fécondité, se traduisent, bien évidemment, par une modification de la structure de la population.

En termes générationnels, dans une perspective horizontale, c'est l'effectif des diverses générations observées à un même âge donné qui va varier et, dans une perspective verticale, c'est le rapport entre générations d'âge différent qui changera.

Préliminairement nous nous proposons de dessiner le cadre de référence en termes d'évolutions structurelles (structure par âge) passées et futures concernant les pays méditerranéens (strictement riverains) à travers un premier indice représenté par le simple rapport entre les proportions de chaque classe d'âges (quinquennale) à l'intérieur de la population totale calculé pour le passé (1975-2024) et pour le futur (2025-2075).

En raisonnant en termes de rapport entre générations (encore une fois du point de vue strictement quantitatif), on a fait recours à des simples rapports (groupe d'individus qui composent la génération des parents/enfants, groupe d'individus qui suit de 30 ans celle observée à chaque fois) calculés tout au long de la période.

Les calculs seront effectués pour les diverses générations considérées à deux âges (classes d'âges) particulières : l'« entrée » dans la population (0-4 ans) et l'« entrée » dans l'âge adulte (25-29 ans ou 30-34 ans).

La perspective conventionnelle de la démographie, lorsqu'elle s'intéresse aux structures d'âge, est de distinguer trois groupes d'âges : jeunes, adultes et vieux, et de considérer le rapport des deux groupes extrêmes au groupe central comme un indicateur de la dépendance démographique (concept purement quantitatif ne résumant bien sûr pas le contrat entre les générations qui, à son tour, fait la place à des éléments qualitatifs pour la fixation des modes de solidarité entre actifs et inactifs).

Cette perspective traite d'agrégats qui n'ont pas de « réalité vécue », tangible pour les individus.

Or, lorsque l'on s'intéresse à des processus de détermination du choix, il faut essayer de se placer dans la situation des individus telle qu'ils la perçoivent.

Afin de nous rapprocher autant que possible de la « réalité vécue », on simulera la perspective de l'individu plutôt que celle de la population.

En termes générationnels et au moment où l'individu rentre dans les âges productifs et reproductifs (25 ans), nous nous posons les trois questions suivantes :

- Quelles sont les charges que ses parents (et la perspective de leur entretien) font peser sur lui ?
- Quelles seront les charges représentées par les enfants qu'il procréera ?
- Quelle est la compétition que lui oppose sa propre génération ?

Afin d'essayer de répondre à ces questions, trois indicateurs ont été retenus qui illustrent l'évaluation qu'un individu moyen (au sens statistique) peut faire de sa situation : indice des charges ascendantes, indice des charges descendantes, indice de compétition horizontale.

Résultats

Face au vieillissement de la population, aux problèmes liés à la dépendance des personnes âgées, aux risques accrus de chômage et exclusion, les solidarités entre générations prennent et prendront de plus en plus dans tous les pays une importance particulière.

Qu'elles s'exercent au profit des jeunes ou en direction des plus âgés, elles empruntent un double circuit : public, par le biais de la protection sociale, et privé, à travers les échanges familiaux.

En cette période, donc, de remise en question généralisée des dispositifs de protection sociale, il faudrait bien évaluer les effets des évolutions structurelles afin de calibrer les politiques publiques et alerter sur les dangers d'un reflux de ces politiques pour les solidarités familiales.

Loin de fonctionner sur le principe des vases communicants (la diminution des unes entraînant l'augmentation des autres) les solidarités publiques, au contraire, renforcent et soutiennent les solidarités privées.

Bibliographie essentielle

1. Fargues Ph. – Pellicani M.C., *La possibile influenza del contesto demografico sulla mobilità del fattore umano: un'analisi per generazioni*, Rivista Italiana di Economia Demografia e Statistica, vol. LIV, n. 3, 2000
2. Sebti M. – Courbage Y. – Festy P. – Kursac Souali A.-C., *Maghreb, Maroc, Marrakech : convergences démographiques, contrastes socio-économiques*, Population et Sociétés, n. 459, septembre 2009
3. United Nations, *The World Population Prospects. The 2024 Revision*, New York, 2024

Social Sustainability: Frameworks, Practices and financial implications.

Fabio PIZZUTILO

Associate Professor of Financial markets and Intermediaries Department of Economics,
Management and Business law University of Bari Aldo Moro, Italy, fabio.pizzutilo@uniba.it

Abstract : Sustainability encompasses three interrelated dimensions: environmental, economic, and social. While environmental and economic aspects have historically received more attention, social sustainability is increasingly recognized as crucial for holistic development.

Social sustainability refers to the ability of a society to maintain and improve the well-being of its current and future members. This involves promoting social equity, enhancing quality of life, fostering community development, and ensuring that societal systems are inclusive and resilient. Social sustainability is a critical component of the overall sustainability, focusing on the well-being and development of communities.

At first, this paper aims to provide a systematic understanding of social sustainability, examining its theoretical foundations, practical applications, and broader implications. Then, the article explores the financial implications for large corporations of social sustainability and offers strategic insights for effective risk management policies. Corporate social sustainability risk encompasses the potential adverse effects on a company's financial health, reputation and operations, resulting from social challenges. It stems from various sources, such as labor practices, human rights issues, social disparities, community relations, inclusiveness, supply chain, inequality, and demographic changes.

In an era where stakeholders increasingly prioritise corporate responsibility, understanding and managing this risk is crucial for maintaining a competitive edge and ensuring long-term sustainable growth. Indeed, social risk represents a significant challenge for companies and economies, with profound financial implications :

- **Reputational Damage :** Reputation is a critical asset for companies. Negative news resulting from poor social practices can lead to loss of customer loyalty, decreased sales, and reduced market value.
- **Legal Costs :** Companies failing to comply with social regulations face substantial legal costs.
- **Operational Disruptions :** Social disputes can lead to operational disruptions, affecting productivity and profitability.
- **Investment and Financing Challenges :** Companies with poor social performances may face challenges in securing investment and financing.
- **Regulatory Scrutiny:** Increased regulation on social issues can result in higher compliance costs and potential penalties for non-compliance.

By understanding the dimensions of social risk and adopting strategic management practices, entities can mitigate these risks and promote sustainable development. As social expectations continue to evolve, integrating social considerations into core strategies will be crucial for maintaining competitiveness and ensuring long-term stability.

This article delves into the multifaceted dimensions of corporate social sustainability risk and its financial implications, providing strategic approaches for effective risk management. By analyzing, theoretical frameworks, current trends, policies, and case studies, this study aims to underscore the importance of

addressing social sustainability risk in financial decision-making. It also highlights the importance of integrating social risk management into corporate strategy to foster long-term resilience and sustainability. Additionally, it discusses potential policy interventions and strategies to mitigate these risks, highlighting the importance of proactive risk management, despite challenges such as measurement complexity, regulatory inconsistency, and data availability.

Keywords: Social sustainability, risk management, ESG, Social capital

JEL Classification: G32

Construction d'un indicateur de l'état de santé et analyse de l'impact de la protection sociale : cas de l'Algérie

Samira SIFER^{1*}, Amel GUEHAIRIA²

¹Maître de Conférences, École des Hautes Etudes commerciales (EHEC) & LIRUE, Algérie,
sifer.samira.enssea@gmail.com

²Professeure des universités, École Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée
(ENSSEA) & LIRUE, Algérie, guehairia.amel.ga@gmail.com

* auteure correspondante

Résumé long :

1. Introduction

La protection sociale est un pilier fondamental des politiques publiques modernes, visant à garantir la sécurité et le bien-être des populations en offrant une couverture contre divers risques sociaux. Parmi les multiples facettes de la protection sociale, la couverture santé joue un rôle capital dans l'amélioration des conditions de vie des individus. En Algérie, comme dans de nombreux pays en développement, le système de protection sociale, et plus particulièrement la couverture santé, est au cœur des préoccupations politiques et économiques. L'efficacité de ce système est évaluée non seulement par sa capacité à offrir une couverture universelle mais aussi par son impact sur les indicateurs de santé de la population, tels que l'espérance de vie et les taux de mortalité.

L'importance d'une telle évaluation est d'autant plus préoccupante dans le contexte de l'Algérie où les défis économiques, sociaux, et institutionnels influencent fortement la performance des politiques publiques. Cette étude vise à examiner la performance du système de protection sociale du cas de l'Algérie en matière de couverture santé en utilisant une approche économétrique avancée pour analyser les effets des dépenses de protection sociale sur l'état de santé de la population.

2. Problématique

La performance des systèmes de protection sociale est souvent jugée sur la base de deux grands objectifs : l'équité et l'efficacité. En ce qui concerne la couverture santé, l'équité se traduit par l'accessibilité des soins pour toutes les couches sociales, tandis que l'efficacité se réfère à la capacité du système à optimiser les ressources pour maximiser les bénéfices en termes de santé publique (GEOFFARD, 2004).

En Algérie, malgré des efforts significatifs pour étendre la couverture de santé, des questions persistent quant à l'efficacité du système de protection sociale. La problématique centrale de cette étude est donc de déterminer dans quelle mesure les dépenses de protection sociale contribuent réellement à l'amélioration des indicateurs de santé, tels que l'espérance de vie et les taux de mortalité. Une telle analyse est d'autant plus pertinente que les systèmes de protection sociale peuvent parfois souffrir d'inefficiences dues à des facteurs institutionnels et économiques, ce que la théorie de la dépendance au sentier (path dependency) peut aider à expliquer (Palier & Bonoli, 1999).

3. Objectifs de l'étude

Cette étude a pour objectif principal d'évaluer la performance du système de protection sociale en matière de couverture santé en utilisant une approche économétrique, L'Algérie constitue le cas de notre analyse. De ce fait, notre travail est mené pour :

- Évaluer l'impact des dépenses de protection sociale sur les principaux indicateurs de santé : l'espérance de vie à la naissance et les taux de mortalité brut et infantile seront analysés pour déterminer comment les variations des dépenses de protection sociale influencent ces indicateurs.
- Examiner la présence de dépendance au sentier : Cette analyse vise à comprendre dans quelle mesure les décisions et les politiques antérieures affectent la performance actuelle du système de protection sociale.
- Identifier les inefficiences de la couverture santé au sein du système de protection sociale en utilisant des techniques économétriques, ces inefficiences expliquent des résultats de santé moins optimaux.
- Formuler des recommandations politiques sur la base des résultats obtenus pour améliorer l'efficacité du système de protection sociale et l'impact des dépenses de santé.

4. Hypothèses de l'étude

Pour aborder la problématique de notre étude et atteindre les objectifs, nous posons ces hypothèses :

- Les dépenses de protection sociale ont un impact positif significatif sur l'amélioration des indicateurs de santé, tels que l'espérance de vie et les taux de mortalité brut et infantile.
- La performance du système de protection sociale est influencée par la dépendance au sentier, ce qui signifie que les choix précédents en matière de politiques de protection sociale ont des effets persistants et limitent l'adoption de réformes innovantes.

5. Méthodologie

Pour répondre aux questionnements préalables, une approche économétrique sera employée, combinée à des analyses statistiques, afin d'analyser la relation entre les dépenses de protection sociale et les indicateurs de santé. La méthodologie de cette étude repose sur les étapes suivantes :

- Collecte des Données : Les données seront collectées pour la période 1991-2015, couvrant à la fois les dépenses de protection sociale et les indicateurs de santé. Les sources incluront des rapports gouvernementaux, des bases de données économiques et des études antérieures.
- Analyse des Données : L'analyse commencera par la construction de l'indicateur de l'état de santé (ESt), suivie d'une analyse en composantes principales afin d'identifier les principaux facteurs influents. Ensuite, une modélisation économétrique sera utilisée pour estimer l'impact des dépenses de protection sociale sur l'indicateur (ESt).
- Évaluation de la Dépendance au Sentier : Une analyse de la dépendance au sentier sera réalisée pour évaluer comment les politiques précédentes influencent les choix et les résultats actuels en matière de protection sociale.
- Interprétation des Résultats : Les résultats obtenus seront interprétés pour déterminer l'efficacité des dépenses de protection sociale et identifier les inefficiences éventuelles.

5. Résultats attendus

Les résultats préliminaires de cette étude révèlent plusieurs aspects significatifs concernant la performance du système de protection sociale, pour le cas de l'Algérie :

- Impact des Dépenses de Protection Sociale : Les premières analyses suggèrent que les dépenses de protection sociale ont un impact positif, mais limité, sur l'amélioration de l'espérance de vie et la réduction des taux de mortalité brut et infantile. Toutefois, cet impact semble être modéré par des inefficiences dans la gestion des ressources.

- Identification des Inefficiences : Les données indiquent la présence d'inefficiences notables dans le système de protection sociale, telles que des lacunes dans l'allocation des ressources et des problèmes dans l'accès aux soins. Ces inefficiences contribuent à un rendement sous-optimal en matière de couverture santé.
- Dépendance au Sentier : L'analyse de la dépendance au sentier montre que les choix préexistants en matière de politique de protection sociale continuent d'affecter les décisions actuelles. La rigidité institutionnelle et les contraintes budgétaires héritées limitent la capacité à adopter des réformes innovantes (Pierson, 1997 ; Palier & Bonoli, 1999).
- Prévisions et Tendances : Les prévisions pour la période 2015-2021 suggèrent que, bien que des améliorations soient attendues, elles pourraient être insuffisantes pour compenser les inefficiences identifiées. Les tendances indiquent un besoin urgent de réformes pour améliorer l'efficacité du système.

5. Conclusion

L'analyse préliminaire de la performance du système de protection sociale en Algérie révèle des résultats mitigés. Tandis que les dépenses de protection sociale montrent un effet positif sur les indicateurs de santé, des inefficiences importantes et une dépendance au sentier limitent l'impact global. Ces résultats soulignent la nécessité d'une réévaluation des politiques et des pratiques en matière de protection sociale pour améliorer l'efficacité et garantir une meilleure couverture santé pour l'ensemble de la population.

Bibliographie

1. Banque mondiale. (2015). Les données ouvertes de la Banque mondiale. <https://www.banquemondiale.org/fr/home> (Consulté le 17 Juin 2015).
2. Bureau international du travail (BIT). (2022). Rapport complémentaire sur l'Afrique. Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022. Genève, Bureau International du Travail. https://www.ilo.org/seccoc/information-resources/publications-and-tools/books-and-reports/WCMS_849598/lang--fr/index.htm (Consulté le 07 Octobre 2022).
3. Bureau international du travail (BIT). (2021). La protection sociale à la croisée des chemins bâtir un avenir meilleur. Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022, Genève, Bureau International du Travail. https://www.ilo.org/seccoc/information-resources/publications-and-tools/books-and-reports/WCMS_849598/lang--fr/index.htm (Consulté le 27 janvier 2024).
4. Collombet, C. (2014). La Protection sociale dans le monde. *Regards*, 45, 21-30.
5. Clerc, D. (2015). Protection sociale : au-delà du coût. *Revue Projet*, 346, 15-24. <https://doi.org/10.3917/pro.346.0015><https://doi.org/10.3917/regar.045.0021>
6. Geoffard, P.Y. (2004). La réforme de l'assurance maladie confrontée à la théorie économique de la santé. *Les Tribunes de la santé*, 3(4), pp. 71-79. doi:10.3917/seve.004.79
7. PALIER, B., & BONOLI, G. (1999). Phénomènes de Path Dependence et réformes des systèmes de protection sociale. *Revue française de science politique*, 49(3), pp. 399-420. doi:10.3406/rfsp.1999.395383
8. Pierson, P. (1997). *Increasing Returns, Path Dependence and the Study of Politics*. France: Florence, Institut universitaire européen, Centre Robert-Schuman.

Étude économétrique des déterminants de la consommation de médicaments et de l'automédication : Cas d'Alger

Samira SIFER^{1*}, Amel GUEHAIRIA²

¹Maître de Conférences (École des Hautes Etudes commerciales (EHEC) & LIRUE, Algérie,
sifer.samira.enssea@gmail.com

²Professeure des universités, (École Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée
(ENSSEA) & LIRUE, Algérie, guehairia.amel.ga@gmail.com

* auteure correspondante

Résumé long

1. Introduction

L'automédication est définie comme la pratique d'utiliser des médicaments sans prescription médicale. Cette tendance croissante est observée dans de nombreux pays et soulève des questions importantes concernant les motivations et les influences qui y conduisent. L'automédication préoccupe à la fois les fournisseurs de soins, notamment l'État, et les organismes de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne l'estimation des dépenses de l'assurance maladie. Ce phénomène est alimenté par divers facteurs socioculturels, économiques et individuels. Comprendre ces influences est essentiel pour développer des stratégies d'éducation et de régulation efficaces.

En effet, les perceptions culturelles concernant la santé et la maladie jouent un rôle crucial dans les choix d'automédication. Dans certaines cultures, le recours à des remèdes traditionnels est privilégié. Par ailleurs, l'essor d'Internet et des réseaux sociaux a facilité l'accès à des informations sur les médicaments, influençant ainsi les décisions des consommateurs.

D'un point de vue économique, la hausse des coûts des soins de santé incite les individus à rechercher des alternatives moins coûteuses, rendant l'automédication d'autant plus attrayante. De plus, la disponibilité des médicaments, qui pose problème dans certains pays, favorise leur vente libre en pharmacie ou en ligne, ce qui renforce encore l'automédication.

Pour les consommateurs disposant de connaissances en santé, leur niveau d'éducation et leur compréhension des médicaments influencent leur capacité à s'automédiquer de manière sécurisée. Les antécédents médicaux jouent également un rôle : les personnes ayant eu des expériences positives avec l'automédication sont souvent plus enclines à renouveler cette pratique.

En effet, en 2012, l'OMS dans son rapport, a souligné l'importance d'une gestion responsable des médicaments pour prévenir les abus et les risques pour la santé publique, en présentant des données sur la disponibilité des médicaments et les tendances de consommation, en contextualisant aussi l'automédication au niveau mondial et en mettant en avant des stratégies recommandées pour améliorer la santé des populations, ce qui est essentiel pour comprendre comment les politiques de santé publique peuvent influencer les comportements d'automédication. (O.M.S, 2012)

Par ailleurs, dans un article publié en 2002, elle a proposée une synthèse des recherches sur la régulation personnelle et l'automédication. Les auteurs ont examiné comment les croyances des individus concernant leur santé et leur traitement influencent leur décision de s'automédiquer. En se basant sur des théories psychologiques, l'article montre que des facteurs comme l'auto-efficacité et la perception des risques jouent un rôle crucial dans la manière dont les individus gèrent leurs problèmes de santé. Cette étude permet de comprendre les motivations sous-jacentes à l'automédication et au développement des interventions éducatives qui peuvent mieux répondre aux besoins des consommateurs (Horne & Weinman, 2002).

Une autre étude, de 2003, a examiné le rôle clé des pharmacies dans l'accès aux soins de santé et la fourniture de médicaments, y compris ceux en vente libre. Les auteurs discutent de la façon dont les pharmacies peuvent servir de premiers points de contact pour les patients cherchant des solutions à des problèmes de santé mineurs. En soulignant l'importance de la formation des pharmaciens pour conseiller les patients sur l'utilisation appropriée des médicaments, l'article renforce l'idée que les pharmacies peuvent jouer un rôle positif dans la promotion d'une automédication sécurisée. Cette étude a mis en valeur la fonction des pharmacies dans les comportements d'automédication au sein de la population (W.H.O, 1988).

2. Objectif et Problématique

Notre étude examine les facteurs qui influencent l'automédication à travers une enquête permettant le recueil de données sur les différentes caractéristiques individuelles des ménages. Nous nous interrogeons sur la problématique suivante : « En examinant les caractéristiques individuelles des ménages, quels sont les facteurs les plus liés à l'automédication dans la région d'Alger ? ». L'objectif de notre étude est de dresser un état des lieux pour permettre aux décideurs d'évaluer le phénomène de l'automédication et de comparer les résultats par rapport aux constats futurs. Cette problématique nous incite à poser quelques sous-questions : quels sont les facteurs déterminants de la prescription des médicaments ? Quelles sont les causes sous-jacentes de l'automédication ? Et qu'est-ce qui contribue à son émergence ?

3. Hypothèses et Méthodologie

Nous avons mené notre étude à Alger sur une période de trois mois consécutifs (novembre, décembre, janvier) de l'année 2010-2011. L'échantillon comprend 500 ménages dont 626 consommateurs de médicaments. La méthodologie repose sur des méthodes économétriques utilisant des logiciels statistiques adaptés.

Nous nous concentrons sur les caractéristiques socio-économiques des ménages et des consommateurs de médicaments. Nous supposons par hypothèse que ces facteurs influent la consommation des médicaments et qu'ils varient en fonction des éléments suivants : le statut socio-économique du chef de ménage, le mode de vie, le type et la durée des maladies, le nombre de maladies et l'utilisation des services de santé, y compris le nombre de consultations par an.

Nous adoptons une approche de modélisation qualitative, conçue en économétrie, afin de mesurer l'impact de plusieurs variables sur un caractère qualitatif lié à l'automédication. Il est important de souligner que notre objectif n'est pas d'émettre une fonction de consommation, mais de bien cerner l'analyse des dépenses médicales, qui concernent principalement les prescriptions médicales.

Variable dépendante et facteurs explicatifs : La variable dépendante dans notre étude est la prescription de médicaments, qui peut prendre deux modalités (variable dichotomique) :

$$y_i = \begin{cases} 1 & \text{si le médicament est prescrit} \\ 0 & \text{si le médicament n'est pas ordonné} \end{cases}$$

L'objectif de ce modèle dichotomique est d'expliquer la survenue de l'événement de médication en fonction de plusieurs caractéristiques observées chez les ménages. Nous associons à cette variable endogène des

facteurs explicatifs (les caractéristiques socio-économiques des ménages et des consommateurs dont figure la classe thérapeutique et la raison de consommation).

4. Conclusion

L'automédication présente des avantages indéniables en termes de commodité et d'autonomie pour les patients. Cependant, elle nécessite une éducation adéquate et des mesures de régulation pour minimiser les risques associés. Une approche équilibrée, combinant éducation et régulation, pourrait permettre de maximiser les bénéfices tout en protégeant la santé des consommateurs.

Bibliographie

1. Horne, R. and Weinman, J. (2002) Self-Regulation and Self-Management in Asthma: Exploring the Role of Illness Perceptions and Treatments Beliefs in Explaining Non-Adherence to Preventer Medication. *Psychology & Health*, 17, 17-32. <http://dx.doi.org/10.1080/08870440290001502>
2. MONTMARQUETTE, C (2008). L'économétrie des données expérimentales : défis et opportunités. *Économie & prévision*, 2008/1 n° 182, pp. 7-17. <https://doi.org/10.3917/ecop.182.0007>.
3. RAYNAUD, D (2008). Les déterminants du recours à l'automédication. *Revue française des affaires sociales*, 2008/1, pp. 81-94. <https://doi.org/10.3917/rfas.081.0081>.
4. World Health Organization. (1988) . The Role of Pharmacist in the Health care System. New Delhi, India.
5. World Health Organization. (2012). The World Medicines Situation 2011. *WHO Press*.